



Document Introductif

GOUVERNANCE POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Dialogue des Jeunes au "Mandela Institute for Development Studies"

3-4 Août 2016

Dar es Salaam, Tanzanie

Ecrit par Ify Ogo

Candidat Docteur, Maastricht University

CONTENU

Introduction	3
Gouvernance et Développement	4
Développement Africain	6
Conclusion	8
Bibliographie	8

INTRODUCTION

La gouvernance et les institutions sont deux thèmes qui sont fréquemment discutés dans le contexte du développement Africain. La qualité de la gouvernance a toujours été directement liée avec les prospectifs du progrès; la Banque Mondiale (1992) a défini la gouvernance comme “la manière par laquelle le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales du pays pour le développement”. La Banque est allée plus loin pour déclarer que cette "bonne gouvernance est synonyme d'une gestion solide du développement” (ibid).

Des institutions sont reconnues difficiles à définir - le mot est souvent utilisé pour couvrir une série d'idées, mécanismes, et arrangements de gouvernance. Les institutions ont été étiquetées comme une cause des problèmes développementaux, la solution aux défis, et le véhicule du progrès. Par exemple, dans ‘The Colonial Origins of Comparative Development’, (Acemoglu, et al., 2001) l'auteur argue que la conception des institutions extractives et exploitatives créées pendant la période coloniale, résulte en des institutions faibles, ce qui handicape le développement. De même, dans le ‘Why Nations Fail’, Acemoglu et Robinson expliquent les inégalités et différences dans le développement global économique et social en comparant les arrangements institutionnels dont l'allocation des ressources, la résolution des litiges, les droits et les privilèges, l'Etat de droit, et les systèmes politiques (Acemoglu & Robinson, 2012).

Plusieurs questions sont soulevées premièrement, comment les institutions politiques ou les gouvernements sont-ils créés en Afrique contemporaine? Deuxièmement, pour quoi faire ces gouvernements sont-ils créés? Troisièmement, comment les gouvernements assurent-ils le gouvernement? Quatrièmement, quel est l'objectif du développement en Afrique contemporaine?

La première question est facile à répondre: les gouvernements existent par voie des élections et instruments juridiques tels que les constitutions. Dans certains pays, il y a des monarchies héréditaires, dans d'autres il y a eu des coups d'Etat, et dans d'autres encore, des leaders et leurs supporteurs se sont tout simplement maintenus au pouvoir politique et dans les institutions de l'Etat.

La deuxième question élucide une question en quelque sorte directe; le continent Africain a effectivement besoin de se développer, il a besoin de faire un progrès, les Africains ont besoin de jouir d'une meilleure qualité de la vie, et ainsi de suite. Il s'en suit que les gouvernements en Afrique doivent assurer le développement. Le problème est que ces slogans, ‘développement’, ‘progrès’, et la ‘qualité de la vie’, peuvent tous avoir des sens différents, selon celui qui est en train de les utiliser, et la perspective avec laquelle ils sont déployés. Les sections suivantes tentent d'identifier le lien entre la gouvernance et le développement, ainsi que le sens et le but du "développement" en, et pour, l'Afrique contemporaine.

GOUVERNANCE ET DEVELOPPEMENT

Il y a plus d'un milliard d'habitants sur le continent Africain, vivant dans cinquante trois pays, dans des contextes politiques, économiques, sociaux et culturels disparates. Ces contextes sont déterminés, à un degré considérable, par les gouvernements sous lesquels ils vivent; les institutions du gouvernement développent des interactions politiques, économiques et sociales à travers des mécanismes tels que la loi, la politique, l'allocation des ressources, la supervision règlementaire, et l'application des règlements. En discutant du développement économique, spécialement l'interaction entre l'Etat et les marchés en Afrique, Stein (2003: 161) observe que “l'Etat et les entités publiques sont intégrées dans la plupart des marchés les plus rudimentaires. Ils fournissent des infrastructures, des licences, des règlements, et un réseau d'organes connexes tels que les systèmes légal et financier. Il y a non seulement des mécanismes d'appui mais aussi des oeuvres interiorisées dans l'opération des marchés”. Il s'en suit que les institutions de gouvernement, ou le secteur publique, donnent la forme des travaux d'économie et de société. En plus, le gouvernement, ou les institutions du secteur public constituent un miroir d'une société: les valeurs et les systèmes par lesquels les institutions de l'Etat fonctionnent, reflètent la nature du contrat social entre les citoyens et le gouvernement.

Dans l'histoire récente du continent Africain, l'Etat ou le gouvernement a évolué plusieurs fois; dans les années 1960 et 1970s, Okonjo-Iweala (2012:36) déclare: “il y avait beaucoup plus d'idéologies interventionnistes qui ont vu l'Etat non seulement comme un facilitateur ou régulateur de l'entreprise privée mais aussi comme un producteur des biens et services”. Elle va plus loin et décrit les rôles et les fonctions du gouvernement pendant ce temps, incluant ainsi le moteur premier du développement économique, pourvoyeur des infrastructures, et la pierre angulaire monétaire. Les Entreprises Publiques (SOEs) constituaient un moyen favorisé d'intervention et comptaient pour 17 pourcent du Produit Intérieur Brut (PIB), sur la moyenne, dans les pays Africains, sur base de la motivation que “les sociétés étatiques pourraient être mieux—c.à.d., plus rationnelles et socialement bénéfiques — investisseurs, qu'elles pourraient combler les “lacunes entrepreneuriales,” gagner l'accès au crédit concessionnel et commercial refusé aux gens des petites entreprises, fournir des services, le secteur privé ne devrait pas ou ne pourrait pas (ou même, pour certains, ne devraient pas), et généralement servir comme des centres de formation où les Africains pourraient acquérir des compétences techniques et administratives requises dans une économie moderne” (Nellis, 2005).

Dans les années 1980, une crise de dette et des défis économiques graves à travers le continent ont mené vers les réductions en termes de dimension et rôle du gouvernement dans plusieurs pays Africains: “de 1979 à 1989, la Banque Mondiale a approuvé, universellement, 98 opérations d'ajustement structurel avec les composantes relatives aux Entreprises Publiques. La plupart de ces dernières étaient appuyées par des crédits et dettes parallèles d'assistance technique. Les cas Africains remontaient à 70 pourcent du total de l'univers d'ajustement relatif aux Entreprises

Publiques par la Banque Mondiale dans les années 1980” (ibid). Les inefficacités économiques se sont basées sur les faiblesses et les incapacités des gouvernements, ainsi qu'intégrés. Les programmes de réforme, dont les champions sont les institutions internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, ont positionné le secteur privé comme le moteur du développement économique, et ont assigné au gouvernement un rôle limité de régulation.

Malgré les réformes, le gouvernement; et la gouvernance sont restés pertinents jusqu'aux années 1990 et dans les années 2000; au niveau international, les réformes étaient menées par voies des conditionnalités, l'assistance technique, le renforcement des capacités et les programmes de renforcement institutionnel. Au niveau national, les pays qui ont entrepris des réformes pour des raisons passant des opportunités politiques, la poursuite des objectifs économiques et sociaux, entre autres. De même, cette période a vu l'émergence des outils qualitatifs et quantitatifs pour mesurer la qualité de la gouvernance dans le monde, tel que décrit dans le tableau 1 ci-bas.

Tableau 1. Indices de mesure de gouvernance

Index	Editeur	Année de commencement	Indicateurs mesurés
Index de la perception de la corruption (http://www.transparency.org/research/cpi/)	"Transparency International"	1995	Les pays sont annotés sur base de la manière dont leurs secteurs publics sont perçus par rapport au niveau de corruption
Indicateurs Universels de Gouvernance (http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx)	Banque Mondiale	1996	<ul style="list-style-type: none"> • Voix & Redevabilité • Stabilité Politique et Manque de Violence, • Efficacité du Gouvernement, • Qualité règlementaire • Etat de droit • Contrôle de la Corruption
Attitudes du public par rapport à la Démocratie et la Gouvernance (http://afrobarometer.org/surveys-and-methods)	"Afro Barometer"	1999	Une série d'enquêtes guidées par les Africains, sur l'attitude du public à propos de la démocratie et la Gouvernance en Afrique
Index du "Doing Business" (http://www.doingbusiness.org/rankings)	Banque Mondiale	2003	Les économies sont rangées sur base de leur facilité au "doing business", de 1–189. Une grande facilité du "doing business" rangeant un cadre règlementaire plus favorable au lancement et fonctionnement d'une entreprise locale.

La motivation commune des réformes a été que la forme et les fonctions du gouvernement donnent la forme aux résultats développementaux. Cette hypothèse a été que les institutions du

secteur public peuvent, et devraient assurer l'atteinte des objectifs du développement. Néanmoins, il est impératif de valider cette hypothèse, premièrement pour s'assurer si le secteur public en Afrique est convenable pour le contexte et convient pour cette fin. L'établissement de la convenance des institutions requiert une analyse des antécédents et réalités, pour comprendre de façon adéquate les éléments qui donnent la forme à l'Afrique moderne. Ainsi, il devient nécessaire de déterminer si les institutions conviennent pour cette fin, qui, dans ce cas, est pris comme susceptible de produire des avantages développementaux pour le peuple Africain.

DEVELOPPEMENT AFRICAIN

Au niveau littéral, le développement connote le mouvement, le progrès, ou l'avancement et parle à l'idée d'évolution ou d'amélioration. Le concept d'un "Développement Africain" particulier était mis en avant pendant la période d'indépendance comme panafricaniste et les leaders de l'indépendance parlaient de la nécessité des objectifs de développements conçus et mis en oeuvre pour le contexte Africain. Ce contexte couvrait les objectifs politiques, économiques, culturels et émotionnels, tels que décrits dans les extraits des discours d'indépendance cités dans les boîtes 1-3 ci-bas.

Boîtes 1-3. Extraits des Discours d'Indépendance

Boîte 1. Congo, Patrice Lumumba. 30 Juin 1960

La République du Congo a été proclamée et notre cher pays est maintenant entre les mains de ses propres enfants. Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur. Nous allons établir ensemble la Justice sociale et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail. Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté, et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique toute entière. Nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à ses enfants. Nous allons revoir toutes les lois d'autrefois et en faire de nouvelles qui seront justes et nobles. Nous allons mettre fin à l'oppression de la pensée libre et faire en sorte que tous les citoyens puissent jouir pleinement des libertés fondamentales prévues dans la déclaration des Droits de l'Homme. Nous allons supprimer efficacement toute discrimination, quelle qu'elle soit, et donner à chacun la juste place que lui vaudra sa dignité humaine, son travail et son dévouement au pays. Nous allons faire régner, non pas la paix des fusils et des baïonnettes, mais la paix des cœurs et des bonnes volontés. Et pour tout cela, chers compatriotes, soyez sûrs que nous pourrons compter, non seulement sur nos forces énormes et nos richesses immenses, mais sur l'assistance de nombreux pays étrangers dont nous accepterons la collaboration chaque jour qu'elle sera loyale et ne cherchera pas à nous imposer une politique, quelle qu'elle soit.... Ainsi, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le Congo nouveau, notre chère République que mon gouvernement va créer, sera un pays riche, libre et prospère. Mais pour que nous arrivions sans retard à ce but, vous tous, législateurs et citoyens congolais, je vous demande de m'aider de toutes vos forces. Je vous demande à tous d'oublier les querelles tribales qui nous épuisent et risquent de nous faire mépriser à l'étranger.

Boîte 2. Ghana, Kwame Nkrumah. 6 Mars 1957

Mais aussi, comme je l'ai déjà mentionné, ceci implique également un travail assidu. Ainsi, la nouvelle Afrique est prête à mener ses propres luttes et montrer qu'après tout l'homme

noir est capable de gérer ses propres affaires. Nous allons prouver au monde, aux autres nations, que nous sommes préparés pour jeter notre fondation – notre propre personnalité Africaine ...Redonner la forme à la destinée du Ghana, Je compte sur des millions du pays, et les chefs et le peuple, pour m'aider à redonner la destinée à notre pays. Nous sommes préparés pour le relever et faire de lui une nation qui sera respectée par toutes les nations du monde. Nous savons que nous allons avoir un début difficile, mais encore, Je compte sur votre appui Je compte sur votre travail assidû. Vous voyant dans cette perspective ... Je n'ai point de souci par rapport à la longueur de ma vision, je peux voir que vous êtes là avec vos millions. Et mon dernier avertissement à vous est que vous soyez fermement engagés derrière moi pour que l'on puisse prouver au monde que lorsqu'on donne une chance à l'Africain, il peut montrer au monde qu'il est quelqu'un.

Boîte 3. Kenya, Jomo Kenyatta. 12 Décembre 12 1963

Pour un moment, il est difficile de croire que c'est vrai. Car ce jour a été gagné au prix de très longs efforts, dont des sacrifices, des souffrances,...
Maintenant nous sommes enfin libres, maîtres de nos propres terres, maîtres de notre destinée...LIBRE!
Que sera mon message aux lecteurs de PAN AFRICA? Premièrement: Réjouissez-vous! Soyez heureux! Respirez profondément cet air doux, pur de liberté! Cette liberté est la vôtre – la vôtre pour le reste de vos vies, pour la léguer à vos enfants et grands enfants. Liberté! La bénédiction la plus glorieuse de l'humanité.

50 ans après le premier vent de l'indépendance politique, il importe qu'il y ait une définition substantielle, claire et contextuelle du développement Africain. Ceci va exiger à l'Afrique: les gouvernements, partis politiques, société civile, le secteur social et d'autres groupes d'explorer le sens du développement, pas nécessairement du point de vue théorique et normatif, mais aussi de capter correctement la raison d'être et les objectifs qui devraient soutendre le dialogue et les activités relatifs au développement. Des définitions claires peuvent ainsi conduire aux aspirations pratiques, et atteignables pour l'immédiat, le moyen et long terme, sur base des réalités politiques, économiques et relatives à la capacité du continent.

Que signifie exactement le développement aujourd'hui (et demain), en Afrique, pour les Africains, et pour le monde? Quelles formes le développement prend-il ? Quelles sont les implications pour les éléments de réflexion, et les modes de vie? Quels sont les indicateurs et les éléments de mesure du développement? Quel est le prix du développement, et qui est-ce qui le paie? L'Afrique est un continent de 53 pays, plusieurs langues et cultures. Néanmoins, un héritage commun, une proximité géographique, des expériences et objectifs partagés sont des dénominateurs qui permettent l'articulation des objectifs précis et spécifiques du développement. Pour définir le développement de l'Afrique, nous avons besoin d'engager des conversations sérieuses, au niveau national et régional, à propos d'où l'Afrique est, où le continent peut aller, si,

et comment nous allons continuer sur la voie du progrès. Les Africains doivent se demander, de manière sincère, ce que signifie le développement, et s'il s'agit d'une voie que l'on veuille empreinter. L'Afrique a besoin d'avoir une compréhension clairement visionnaire, rationnelle et réaliste des réalités du moment, et les implications des décisions prises. Davantage, nous avons besoin d'établir des indicateurs, des marqueurs pour mesurer notre progrès vers les destinations souhaitées.

CONCLUSION

La qualité de la gouvernance a des implications sur le trajectoire développemental de l'Afrique. Le développement, comme une idée, et une entreprise requiert une définition robuste, influencée par une compréhension adéquate des antécédents et réalités du continent Africain. Ainsi, les institutions du gouvernement peuvent être configurées pour permettre les processus, et les résultats du développement. Cette étude ne prescrit pas les solutions - elle consiste à stimuler les conversations qui mènent vers la formulation des objectifs du développement, et l'émergence des stratégies et approches conçues pour le contexte Africain.

BIBLIOGRAPHIE

Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J. A., 2001. The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation. *The American Economic Review*, Volume 91. No. 5, pp. 1369-1401.

Acemoglu, D. & Robinson, J. A., 2012. *Why Nations Fail The Origins of Power, Poverty and Prosperity*. New York: Crown Business.

Kenyatta, J., n.d. *Message from Jomo Kenyatta, Prime Minister at Kenya's Independence in 1963*. [Online]

Available at: <https://soapboxie.com/world-politics/Message-from-Jomo-Kenyatta-Prime-Minister-at-Kenyas-independece-in-1963>

[Accessed 22 August 2016].

Lumumba, P., n.d. *Speech at the Ceremony of the Proclamation of The Congo's Independence, June 30 1960*. [Online]

Available at: <https://www.marxists.org/subject/africa/lumumba/1960/06/independence.htm>

[Accessed 22 August 2016].

Nellis, J., 2005. *The Evolution of Enterprise Reform in Africa: From State Owned Enterprises to Private Participation In Infrastructure-And Back?*, Washington D.C: International Bank for Reconstruction and Development/World Bank.

Nkrumah, K., n.d. *Independence Speech – Kwame Nkrumah March 6, 1957, Accra, Ghana*. [Online]

Available at: <https://panafricanquotes.wordpress.com/speeches/independence-speech-kwame-nkrumah-march-6-1957-accra-ghana/>

[Accessed 22 August 2016].

Okonjo-Iweala, N., 2012. *Reforming the Unreformable Lessons from Nigeria*. London: MIT Press.

Stein, H., 2003. Rethinking African Development. In: H. Chang, ed. *Rethinking Development Economics*. London: Anthem Press, pp. 153-178.

World Bank, 1992. *Governance and Development*, Washington D.C: World Bank.